

Article. La natalité au Japon.

Le Japon est passé sous la barre des 900.000 naissances en 2019. Une première. Cette année, quelque 864.000 nouveau-nés ont été recensés au pays du Soleil levant. Cette baisse historique de 6% par rapport à 2018 met une fois de plus l'Archipel face à ses problèmes de natalité. Dans ce pays vieillissant, où les plus de 65 ans représentent près de 30% de la population, les effets sont dévastateurs sur les dépenses de santé et les retraites.

Si 2019 marque au Japon le déclin le plus important de la natalité depuis 1975, difficile de penser que la chute est uniquement liée au recul du nombre de femmes âgées de 25 à 39 ans, comme l'affirme un responsable du ministère en charge des statistiques. Car la tendance, amorcée à la fin des années 2000, implique des raisons multiples. Première piste de réflexion : le taux de célibat, toujours plus haut. Près de deux japonais(es) sur trois sont célibataires chez les 18/34 ans. Dans cette société aux racines traditionnelles, les naissances hors-mariages sont souvent mal perçues et restent marginales.

L'autre cause de cette natalité en berne est le coût de la vie, extrêmement élevé sur l'Archipel, notamment pour les jeunes populations. Ainsi, le choix de faire un enfant est bien souvent écarté par de nombreux couples japonais, et ce simplement pour des raisons financières. En moyenne, une japonaise a son premier enfant à l'âge de 30,7 ans.

Mais le cercle est vicieux. Car plus une population est vieillissante, plus les cotisations (retraites, santé) risquent de bondir, et donc de peser sur les portefeuilles des jeunes générations. Au Japon, entre 2008 et 2018, les dépenses dans la santé sont passées de 227 à 386 milliards. Le phénomène est d'autant plus important que l'espérance de vie au Japon continue inlassablement de grimper, avec 81 ans en moyenne pour les hommes et 87 ans pour les femmes. Paradoxalement, le Japon pourrait bien ne plus compter que 87 millions d'habitants en 2060 d'après l'Institut national de recherche sur la population et la sécurité sociale, contre 126 millions aujourd'hui.

Le vieillissement de la population et la baisse de la natalité ont un impact certain sur l'économie et les finances du pays. Ainsi, en réponse au problème structurel de la pénurie de main d'oeuvre, la Japon a décidé de revoir la copie de sa politique migratoire, traditionnellement très restrictive. Depuis avril 2019, le pays a ouvert de nouveaux visas pour les travailleurs qualifiés, avec de grands espoirs de combler les failles dans certains secteurs tels que l'agriculture, les soins infirmiers et la construction.

Problème : en huit mois, le service d'immigration a seulement distribué 895 visas, selon un dernier bilan de novembre. On est encore loin de l'objectif de 47.550 travailleurs étrangers pour mars 2020. Et encore plus de celui de 345.000 fixé pour dans cinq ans. Mais l'ouverture de la politique migratoire japonaise ne peut suffire à résoudre un problème de natalité aussi profond. Plutôt que de prendre le problème à l'envers, l'Archipel nippon a également revu depuis plusieurs années sa politique de natalité.

En 1994, le gouvernement a mis en œuvre une succession de programmes destinés à fournir davantage de services de garde d'enfants et à encourager le lieu de travail à devenir plus adapté aux familles. Un congé parental de 12 mois est aussi proposé depuis 1992 aux parents qui remplissent les conditions minimales de travail. Plus récemment, l'Archipel a instauré en octobre 2019 la gratuité des crèches et des écoles maternelles. Une mesure explicitement nataliste qui s'applique à tous les enfants âgés de 3 à 5 ans et aux enfants de moins de 3 ans issus de familles ne payant pas d'impôts locaux.

Mais la natalité reste un sujet de crispation au Japon. Le déclin démographique a même été qualifié de « crise nationale » par le premier ministre Shinzo Abe. Certains hommes politiques ne se gardent pas de mettre la pression à la population, prenant à partie les Japonaises. En février 2019, le député Taro Aso avait accusé les femmes de ne pas donner suffisamment naissance. En mai, Yoshitaka Sakurada, ex-ministre des Jeux Olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 avaient exhorté les Japonaises à avoir « au moins trois enfants », provoquant un tollé.

